

Gestion des déchets, l'abyssale facture de la crise

Exportation vers des incinérateurs du continent, mise en balles, aménagement de sites provisoires, réorganisation des circuits de transport... depuis novembre, la énième crise des déchets a multiplié les surcoûts. La note avoisine les 7,5 millions d'euros pour les pouvoirs publics

Depuis des années, elle reflète une forme d'incurie politique et une gabegie financière pour les collectivités qui en assument le coût.

De blocage de centres d'enfouissement en passant par la mise en balles et l'exportation vers le continent, la crise devenue chronique des déchets n'est pas seulement un épisode peu glorieux d'un point de vue écologique. C'est aussi une somme importante de surcoûts qui grèvent considérablement les dépenses et les budgets des collectivités qui en ont la charge.

La dernière crise en date, initiée le 8 novembre 2019 par le blocage du centre de stockage de Vighjaneddu, a battu tous les records en la matière. À en croire les services du syndicat de valorisation des déchets de Corse (Syvade), la note est faramineuse : elle s'élève au total à quelque 7,5 millions d'euros d'argent public débloqués pour faire face à l'urgence.

Les raisons de ces surcoûts ? Ils s'expliquent par les opérations de mise en balles, la réorganisa-

tion des circuits de transports, l'aménagement et la sécurisation d'une quinzaine de sites de stockage provisoire pour accueillir quelque 21 000 tonnes de déchets restées en souffrance à cause du blocage de Vighjaneddu...

Cette gestion en urgence de la crise, sur le territoire insulaire, avait déjà coûté près de quatre millions d'euros aux pouvoirs publics. C'était sans compter sur la récente exportation de ces balles d'ordures ménagères, entreposées depuis des mois à ciel ouvert aux quatre coins de l'île.

5 000 tonnes de balles à évacuer

Le 15 avril dernier, le premier bateau chargé de poubelles a quitté la Corse en direction de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Paca).

Quelque 16 000 tonnes ont déjà été déstockées et évacuées pour être incinérées dans les centres de traitement de Nice, Fos-sur-Mer et Vedène.

La Collectivité de Corse, en charge de la politique de gestion



Les 21 000 tonnes de déchets entreposées dans des centres de stockage provisoires en raison de la crise avaient été exportées sur le continent à partir du 15 avril. PIERRE ANTOINE FOURNIL

des déchets, a acté cette exportation rendue possible en raison du confinement qui a libéré des capacités en réduisant les volumes

n'a pas été possible, c'est uniquement en raison des blocages des centres de stockage.

sinant les 360 euros pour le long périple de ces ordures ménagères mises en balles, stockées sur des sites provisoires et finalement

3,7

en millions d'euros, c'est le coût de l'exportation des 21 000 tonnes de déchets sur le continent.

357

euros, c'est le coût moyen à la tonne pour le long périple de ces ordures ménagères mises en balles, stockées sur des sites provisoires et finalement acheminées en Paca.

4,6

en millions d'euros, c'est le surcoût qui sera répercuté sur les intercommunalités de Corse après la

CHIFFRES